

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport annuel
du délégataire de l'exercice 2020 - Rapport 2020 sur les Recours Administratifs
Préalables Obligatoires (RAPO) - Examen**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion du stationnement payant sur voirie, applicables depuis le 1^{er} janvier 2018. En effet, à la suite de la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil municipal.

L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de TaM Voirie ou de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole après déduction des frais de gestion, et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales

(CGCT).

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Stationnement sur voirie portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal prenant acte de sa réception par délibération du 30 juillet 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M. Michel ASLANIAN, en date du 18 novembre 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Mme Fanny DOMBRE-COSTE en date du 15 novembre 2021.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du CGCT, un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) est établi par le délégataire et transmis à l'autorité délégante. Ce rapport est présenté à l'assemblée délibérante avant le 31 décembre.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public de stationnement sur voirie de la Ville de Montpellier, à ce compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des FPS avec transmission à l'ANTAI et l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

Le délégataire est la société dédiée « TaM Voirie » filiale à 100% de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM, dont la Ville est actionnaire à 9.11%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole à 46.02% et de partenaires privés à hauteur de 44.88%.

La délégation s'étend du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans.

L'année 2020 porte donc sur la 3^{ème} année de délégation.

Par ailleurs, la Ville a renouvelé la convention avec l'ANTAI en cycle complet par délibération du 30 novembre 2020.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1. Fréquentation :

L'activité 2020 a été impactée par la crise liée à la Covid-19 et les différentes mesures successivement mises en places. Pour limiter au maximum les déplacements des habitants, la Ville a décidé la gratuité du stationnement sur voirie du 17 mars au 11 mai 2020.

Le nombre de visiteurs horaires affiche une baisse de 16% et atteint 1 827 567 usagers. Sur les 36 119 abonnements, en baisse de 9.7% par rapport à 2019 : les résidents affichent une baisse de 13% (32 555 contre 37 468 en 2019) alors que les professionnels augmentent de 41% (3 564 contre 2 527 en 2019). On assiste toujours à une forte proportion des abonnements résidents transport en commun 28.7% des abonnements résidents (31% en 2019). 101 764 usagers bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et les détenteurs de la carte de gratuité de stationnement multimodale permettant d'avoir ½ heure gratuite.

Les abonnés ont basculé vers la dématérialisation à la grande majorité (65%), alors que les visiteurs horaires restent en grande partie (78%) sur les horodateurs. L'utilisation de l'application M'Ticket progresse (de 2% à

15% en 2020).

2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :

En 2020, le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 1 211 696 véhicules. 12.5% des véhicules contrôlés n'ont pas payés leur redevance de stationnement.

Le nombre de FPS émis en 2020 affiche une baisse de 20.6% par rapport à 2019, à la suite des impacts liés à la période de gratuité du stationnement sur voirie du 17 mars au 11 mai 2020, ainsi qu'aux mesures sanitaires successivement mises en place.

148 638 FPS ont été émis :

- 40 % en zone jaune ;
- 49 % en zone orange ;
- 11 % en zone verte.

3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :

FPS minoré :

En cas de paiement absent ou insuffisant du stationnement, un FPS est émis par un agent de TAM Voirie, affecté au contrôle. L'utilisateur dispose d'un délai de 4 jours pour payer son FPS en tarif minoré (Zones orange et jaune : 17 € ; Zone verte : 10 €). Le paiement s'effectue auprès de TAM Voirie.

FPS nominal et majorés :

Après ce délai de 4 jours, le FPS relève du tarif nominal (Zones orange et jaune : 33 € ; Zone verte : 17 €).

Par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2018, la Ville a conclu une convention en cycle complet avec l'ANTAI entrée en vigueur en septembre 2018 et renouvelée à compter du 1^{er} janvier 2021.

Ainsi, l'avis de paiement est adressé par courrier au domicile de l'utilisateur, qui aura la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis avant majoration.

Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré de 50 € est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques procède ensuite au recouvrement.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1. Les effectifs

L'effectif de la société dédiée TAM Voirie est de 25,6 agents, complété par 8 agents de la société mère TAM :

- 23,6 agents sont affectés au contrôle ;
- 1 agent est affecté à la planification, et au reporting des recettes ;
- 3 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires ;
- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte ;
- 1 agent est recensé pour le management des équipes.

La commercialisation des produits et services est réalisée dans les espaces mobilité de TAM.

3 agents détachés ont réintégré la collectivité au cours de l'année 2020.

Durant le 1^{er} confinement et la décision de gratuité de la Ville de Montpellier, la totalité de l'équipe de contrôle a été mise en chômage partiel. TAM a choisi de maintenir l'intégralité du salaire des agents. Au total 909 jours de chômage partiel ont été déclarés.

2. Investissements :

La mise en œuvre de la réforme s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur

voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

Au 31 décembre 2020, le parc total comprend 620 horodateurs :

- 552 horodateurs mis en service sur le domaine public ;
- 38 horodateurs vandalisés et hors service mais encore déployés sur le domaine public ;
- 20 horodateurs vandalisés non réparables ;
- 10 horodateurs stockés pour renforcer le maillage existant en cas de besoin.

698 nouvelles places de stationnement pour les deux roues ont été créées sur le territoire de la commune, dont 342 arceaux pour les vélos et 184 arceaux pour les motos et scooters, soit 172 aires de stationnement.

C/ Qualité de service :

Dans le cadre des mesures d'accompagnement sanitaires, TaM Voirie a mis en œuvre deux mesures :

- La désinfection régulière des écrans tactiles des horodateurs ;
- L'affichage d'une information sur les horodateurs pour inciter aux paiements sans contact (CB sans contact ou M'Ticket). Le paiement dématérialisé a en effet augmenté de 24 à 32% en 2020.

La contestation de la redevance de stationnement relève de l'ordre juridictionnel administratif.

L'automobiliste peut contester son FPS selon une procédure organisée en deux temps :

1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires relevant du délégataire :

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du délégataire. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 3,5% des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 5 244 RAPO traités :

- 84,2 % (4 414) des recours ont été admis ;
- 0,2 % (11) des recours ont été jugés irrecevables ;
- 15,6 % (819) des recours ont été rejetés.

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par TAM Voirie lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite. Le délai moyen de traitement est de 3 jours.

2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, l'utilisateur a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant. Cette juridiction administrative spécialisée a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie. Elle est installée à Limoges.

361 décisions ont été rendus en 2020 :

- 53 rejets ;
- 308 acceptations.

D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

L'objectif de la tarification est de favoriser les rotations permettant la mise en œuvre d'une offre de stationnement au plus grand nombre, et de fluidifier la circulation en particulier dans le centre-ville. Les tarifs varient selon les trois zones de stationnement :

- Zone jaune (courte durée) : stationnement limité à 5 heures ;
- Zone orange (moyenne durée) : stationnement limité à 7 heures ;
- Zone verte (longue durée) : stationnement limité à 9 heures.

Le stationnement est payant du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Il est gratuit le dimanche et les jours fériés.

Horaires	Zone Jaune Courte durée	Zone orange Moyenne durée	Zone verte Longue durée
1 heure	2,00 €	1,00 €	0,80 €
2 heures	4,00 €	2,00 €	1,00 €
3 heures	10,00 €	3,00 €	1,20 €
4 heures	17,00 €	4,00 €	1,40 €
5 heures	33,00 €	10,00 €	1,60 €
6 heures		17,00 €	1,80 €
7 heures		33,00 €	4,00 €
8 heures			10,00 €
9 heures			17,00 €

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les places de stationnement ouvertes au public.

La carte de stationnement multimodale, délivrée sur demande des usagers, permet 30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant.

Des tarifications spéciales s'appliquent à certaines catégories d'usagers :

- Pour les résidents de Montpellier, les tarifs sont les suivants : 15 €/mois, 150 €/an
18 secteurs de stationnement ont été organisés. L'abonnement résident permet de stationner dans son secteur de résidence mais également dans un secteur limitrophe. Un tarif spécial est mis en place pour les résidents ayant un abonnement aux transports en commun : 3€/mois ou 30 €/an.
- Pour les professionnels (artisans, professionnels de santé, et aides à domicile), les tarifs sont : 2 €/jour, 20 €/mois et 200 €/an.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

1) Compte de résultat de TaM Voirie

Pour l'année 2020, le résultat net s'affiche à 527 K €, pour un prévisionnel au contrat de - 334 K € et un résultat 2019 de - 47 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 4 253 K € soit une baisse de 13,2% par rapport à 2019 mais une augmentation de 3% par rapport au contrat. Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes horaires pour 75,6% soit 3 216 K € (3 888 K € en 2019 soit - 17,3%) ainsi que des recettes abonnés pour 21,6% soit 920 K € (1 001 K € en 2019 soit -8,1%).

La gratuité du stationnement a été accordée aux usagers du 17 mars au 11 mai 2020. Dans ce cadre, TaM Voirie a procédé au remboursement d'une quote-part des abonnements pour 78 K €.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 3 826 K € en baisse par rapport à 2019 (5 093 K €) de 24,9%. Elles se composent pour 25,1% des frais de personnels (960 K € en baisse de 14,7%) et des prestations assurées par la société mère TaM (859 K € en baisse de 1.5%) ; pour 28,9% de la redevance versée à la Ville de Montpellier de 1 107 K €, avec frais de gestion déduits ; pour 5% des amortissements et provisions ; 4,3% des frais d'entretien et réparations ; 4.5% des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 2.4% des achats et consommables.

Par délibération du 14 décembre 2020, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°2, afin d'assurer la continuité du service public dans un contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19.

La redevance fixe 2020 est maintenue au même niveau que la redevance 2019, soit 2 400 K €, soit 58% du chiffre d'affaires.

En déduction de la redevance fixe, les frais de contrôle et de surveillance tels que définis au contrat à 8,70 € par FPS émis représentent 1 293 K € (1 630 K € en 2019). La redevance fixe nette s'élève donc à 1 107 K €, soit 26,8% du chiffre d'affaires.

Ces frais de gestion viennent ensuite en déduction du reversement des recettes FPS versées à la Métropole.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 135 K€ par an soit 947 K € sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Ville, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 114 K € de dépenses sur la première année pour le

redéploiement des anciens horodateurs, des réparations de cartes, de modules et pour du paramétrage bancaire. Aucune dépense n'a été réalisée sur 2019, en conformité avec le programme. A la suite de la crise sanitaire, aucune dépense n'a été réalisée en 2020.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 7 M € sur la totalité du contrat ; dont près de 4 M € pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Le programme prévoyait 6.9 M € d'investissements à fin 2020.

Les investissements à la fin de l'exercice 2020 s'élèvent à hauteur de 4.7 M € dont 105 K € sur 2020, concernant essentiellement de la signalétique, des logiciels et des aménagements divers. Ce retard est lié à des décalages d'investissements, ainsi qu'à des réflexions sur certains investissements du programme qui nécessiteront une mise à jour dans le cadre d'un prochain avenant.

Ce décalage a par ailleurs un impact significatif sur les comptes 2020 de la délégation par rapport au contrat, compte tenu du décalage de la charge d'amortissements y afférent.

2) Bilan des Forfaits-Post-Stationnement

La Ville de Montpellier a reçu 2 344 K € de recettes provenant des FPS dont 1 319 K € de TaM Voirie et de 1 025 K € de l'ANTAI.

Les frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de TaM Voirie, frais de traitement de l'ANTAI, frais de gestion Ville) ont représenté 1 407 K €.

Après déduction de ses propres frais de gestion, la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole, la somme de 938 K € conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n°M2021-340 du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021.

IV) Conclusion et perspectives

Par délibération du 8 février 2021, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°3 afin de supprimer le FPS minoré. La précédente convention de mandat conclue avec TaM Voirie pour l'encaissement des FPS minorés a été résiliée. Le délégataire conserve la gestion du remboursement des recettes encaissées à tort, objet d'une nouvelle convention de mandat avec la Ville.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent opérer la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL). Cette structuration juridique implique un actionnariat exclusivement public et l'absence de filiale. Par délibération du 21 septembre 2021, la Ville de Montpellier a approuvé la transmission universelle de patrimoine de la SAS TaM Voirie vers la SAEML TaM. La substitution de délégataire aura ensuite lieu.

Le stationnement sur voirie est un levier de la politique de mobilité au sens large ; en 2022 conformément à la délibération du 26 juillet 2021, un avenant intégrera de nouvelles zones étendues, créées ou supprimées ainsi que de nouveaux investissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2020 ;
- De prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 8 décembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 décembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport d'activité 2020 DSP Stationnement.pdf
- Rapport Annuel RAPO 2020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20211130-174074-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/12/21
Réception en Préfecture : 08/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.